

Haiti, un séisme et une occasion manquée

AMÉRIQUES Dix ans après le tremblement de terre, le bilan de la reconstruction est affligeant malgré les 10 milliards d'aide promis. Désormais, la jeunesse est à la pointe de la contestation populaire

WIDLORE MÉRANCOURT, PORT-AU-PRINCE
@Widlore

C'est dans les rues de Port-au-Prince que Gaëlle Bien-Aimé se trouvait, ce 12 janvier 2010, lorsque la terre a été secouée de convulsions. «La terre m'a littéralement jetée au sol», se souvient l'étudiante à la Faculté de linguistique appliquée, alors âgée de 22 ans.

Elle s'en sort avec une simple éraflure. Mais autour, c'est l'apocalypse. En 35 secondes, 300 000 Haïtiens perdent la vie dans ce qu'on appelle ici «goudougoudou», une onomatopée qui figure le vacarme de la terre quand elle tremble. «J'ai traversé tout Port-au-Prince sur des cadavres pour aller retrouver ma mère. Les cris des gens sous les décombres étaient horribles.»

Les chiffres du cataclysme sont sidérants. Trois millions de citoyens affectés, dont 1,5 million de déplacés. Des centaines de milliers de maisons se sont effondrées. De la trentaine de bâtiments ministériels, un seul reste debout. Même le Palais national ne résiste pas. L'Etat lui-même semble s'être effondré.

Marcher contre la corruption

Environ une décennie après le séisme, Gaëlle Bien-Aimé foule encore le macadam. Cette fois, elle marche avec des centaines de milliers de jeunes qui, depuis juillet 2018, organisent des manifestations monstres pour dénoncer la corruption, réclamer l'avènement d'une société plus équitable.

C'est qu'en dix ans, Haïti a beaucoup régressé. «L'économie produit beaucoup plus de pauvres», observe l'économiste Enomy Germain. La monnaie nationale a perdu 60% de sa valeur face au dollar et l'inflation atteint 14%. La dette publique explose. Selon des ONG, plus de 3,5 millions d'Haïtiens ont aujourd'hui besoin d'une assistance alimentaire d'urgence.

Quelques rares bâtiments publics ont été reconstruits, mais la majeure partie des chantiers reste en suspens. L'ancien palais présidentiel n'est qu'un terrain vague. La reconstruction du plus grand centre hospitalier du pays se trouve à l'arrêt, faute de financement.



Dix ans après le séisme, l'économie d'Haïti a encore régressé. La population veut savoir où sont passés les milliards versés par la communauté internationale. (VALÉRIE BAERISWYL)

Selon l'Organisation internationale pour les migrations, plus de 30 000 personnes vivent encore dans 22 camps, sans compter les 300 000 autres qui habitent Canaan, un vaste bidonville né du séisme.

L'occasion semblait trop belle. Jamais le pays n'a eu accès à autant d'argent dans toute son histoire. Des 10,37 milliards de dollars promis par la communauté internationale après le cataclysme, 6,43 milliards furent versés, selon une analyse du bureau de l'ONU du Dr Paul Farmer. De plus, le fonds Petrocaribe – fruit d'une entente conclue en 2008 entre Haïti et le Venezuela d'Hugo Chavez – avait injecté dans les caisses de l'Etat plus de 4 milliards de dollars jusqu'en 2018, selon un rapport de la Cour des comptes.

Après la catastrophe, «on a cru qu'on allait partir sur de nouvelles bases», se rappelle l'activiste politique Emmanuela Douyon. «Année après année, on a découvert que ce n'était qu'un rêve. Ils ont dilapidé l'argent de la reconstruction.» «Qui ose parler de reconstruction?» renchérit l'écrivain Lyonel Trouillot. «La gestion de l'après-séisme a rendu une Haïti tout aussi délabrée, mais plus dépendante.»

Parodie de développement

Où sont donc passés les milliards versés par la communauté internationale? «L'argent a été recueilli au nom d'Haïti, mais n'a pas été dépensé en Haïti», analyse Patricia Camilien, une jeune professeure d'université rentrée au pays

après le séisme pour «faire quelque chose».

En réalité, seul 0,6% de l'argent est allé vers les institutions ou entreprises haïtiennes et l'Etat haïtien a directement géré moins de 1% des fonds, selon le Centre pour la recherche économique et politique (CEPR). La quasi-totalité de l'aide est allée vers les organisations internationales des pays donateurs, elle a servi à payer les frais de gestion, les intermédiaires et personnels étrangers. La Croix-Rouge américaine a reçu un demi-milliard de dollars et construit six maisons, dévoilait le média Pro Publica en 2015.

«L'excuse qui revient tout le temps est le manque de capacités techniques et le peu de confiance

de la communauté internationale dans les structures de l'Etat haïtien», explique le Brésilien Ricardo Seitenfus, un ancien membre de la Commission intérimaire pour la reconstruction (CIRH).

Petrocaribe, la goutte de trop

Composée des donateurs internationaux et d'autorités haïtiennes, la CIRH était coprésidée par l'ancien président Bill Clinton et l'ancien premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive. La structure devait distribuer et superviser l'argent des bailleurs. «Les décisions étaient surtout prises par les Clinton avant les réunions», révèle Ricardo Seitenfus. Les Haïtiens étaient là comme une espèce d'alibi.»

Le feu qui embrase la rue demeure cependant le scandale Petrocaribe. Cette histoire de corruption à grande échelle s'étale sur quatre présidents (René Préal, Michel Martelly, Jocelerme Privert et Jovenel Moïse) et six gouvernements. L'actuel président Moïse est personnellement impliqué avec ses compagnies Agritrans et Cophener S.A. Des rapports officiels relèvent qu'il a échaudé «un stratagème de détournement de fonds». Jovenel Moïse dément ces allégations.

Les réalisations de l'argent Petrocaribe sont difficiles à observer sur le terrain. Les projets se sont avérés des occasions de prévarications et de pots-de-vin. Certains des contrats ont été passés de gré à gré et la plupart des factures sont introuvables.

Pour Jeffsky Poincy, un jeune économiste qui prend part aux manifestations, le lien entre l'argent du tremblement de terre et celui de Petrocaribe est flagrant. «Les deux sources de financement ont démultiplié un terrain de corruption, facilité la tendance des officiels à détourner et mal dépenser l'argent en approuvant des projets sans aucune validité économique ou sociale.»

Refonder Haïti

Désormais, la nouvelle génération ne se tait plus. Le pays observe en ce mois de janvier une accalmie précaire après plus de trois mois de verrouillage complet, opération baptisée «pays lok». Mais la contestation promet de ne pas faiblir. En tête de liste des revendications se trouve une renégociation des rapports entre Haïti et la communauté internationale.

«C'est une crise politique, mais pas une crise entre les acteurs de l'opposition qui ont perdu les élections et le président élu», a déclaré l'activiste Emmanuela Douyon lors d'une audience au Congrès américain en décembre dernier. «C'est une crise où les gens demandent un changement de système. Les acteurs politiques ont failli à leurs missions. Le peuple veut enfin que la lumière soit faite sur la gestion des ressources du pays.»

Entre l'Egypte et l'Ethiopie, une impasse sur le Nil

AFRIQUE Les négociations sur la construction par l'Ethiopie d'un méga-barrage sur le Nil n'aboutissent pas. L'Egypte est en train de perdre sa mainmise sur le plus grand fleuve d'Afrique

SIMON PETITE
@SimonPetite

L'Ethiopie et l'Egypte sont condamnées à s'entendre mais elles n'y parviennent toujours pas. De nouvelles négociations sur l'immense barrage que l'Ethiopie est en train de construire sur le Nil bleu, principal affluent du Nil, ont capoté jeudi à Addis-Abeba. Les deux pays s'étaient donné jusqu'au 15 janvier pour parvenir à un accord. C'est désormais mission impossible.

Pendant ce temps, l'Ethiopie poursuit les travaux au pas de charge. L'ouvrage de 1,8 km de long et haut de 145 mètres, ce qui en fera le plus grand d'Afrique, doit commencer à produire de l'électricité fin 2020. Il sera pleinement opérationnel en 2022. Pour qu'il fonctionne à plein régime, il restera à remplir le lac de rétention, ce qui

prendra des années. Le rythme de remplissage est l'un des points d'achoppement des discussions entre l'Ethiopie et l'Egypte. La première souhaite remplir le lac de rétention le plus rapidement possible. En Ethiopie, où 60% de la population n'a pas accès à l'électricité, ce barrage, baptisé «Renaissance», est vu comme essentiel pour assurer le décollage économique du pays.

Selon le ministre de l'Eau d'Ethiopie, Seleshi Bekele, son pays a proposé un remplissage en sept ans maximum. Pour sa part, l'Egypte, qui craint une baisse du débit du Nil en cas de montée des eaux trop rapide, aurait insisté pour un remplissage en 21 ans. De nouvelles tractations doivent se tenir à Washington, de précédents rounds aux Etats-Unis n'avaient pas eu davantage de succès. L'Ethiopie et l'Egypte discutent en vain depuis 2011, date du début du chantier.

Cause nationale vs menace existentielle

Le projet a bénéficié de financements chinois, mais après le retrait

des autres bailleurs de fonds internationaux inquiets de l'impact environnemental, l'Ethiopie a surtout dû compter sur elle-même. Un grand emprunt auprès des Ethiopiens a ainsi été lancé et la construction du barrage a été promue cause nationale. Le premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, récent Prix Nobel de la Paix, affirmait en octobre qu'un million de compatriotes défendraient le barrage si nécessaire.

Car l'Egypte, dont le destin est intimement lié au Nil, considère le barrage comme une menace «existentielle». Le fleuve assure à l'Egypte 90% de son approvisionnement en eau, une ressource vitale dans ce pays majoritairement désertique. Le Caire craint aussi pour l'agriculture, toujours le premier secteur d'activité, ainsi qu'une baisse de la productivité de ses propres barrages.

Le contentieux entre l'Ethiopie et l'Egypte ne date pas du chantier de la Renaissance. A la fin du XIXe siècle, l'Egypte, qui occupait alors une grande partie du Soudan, avait tenté en vain d'annexer les sources du Nil bleu, se heurtant

à l'armée éthiopienne. En 1979, en concluant les accords de paix de Camp David avec Israël, le président Anouar el-Sadate déclarait que le seul enjeu méritant une nouvelle guerre serait l'eau, un avertissement à l'Ethiopie.

L'avenir des grands barrages en question

«L'Egypte n'est plus la puissance hégémonique qu'elle était dans la région. Elle devra se faire une raison», commente Ronald Jaubert, professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID). L'Egypte bénéficie de droits très avantageux hérités de l'époque coloniale britannique. Le Caire continue ainsi d'invoquer un accord datant de 1929, confirmé trente ans plus tard, qui lui attribue les deux tiers de volume des eaux du Nil. Les pays en amont ont depuis tenté un rééquilibrage. Ils ont créé en 1999 l'Initiative du bassin du Nil, censée régler les contentieux et à laquelle l'Egypte fait aussi partie.

«Malgré les déclarations martiales, une guerre de l'eau entre l'Ethiopie et l'Egypte est peu pro-

bable», prédit toutefois Géraldine Pflieger, directrice de l'Institut des sciences de l'environnement à Genève. Rares ont été les conflits ouverts par des Etats à cause de l'eau. Exemple le plus connu, le détournement des eaux du Jourdain a déclenché la guerre des Six-Jours entre Israël et les Etats arabes en 1967, mais il y avait bien d'autres raisons à l'affrontement.

Sur l'avenir des méga-barrages, la spécialiste est plus nuancée. «Ce n'est pas de l'énergie verte en raison de l'impact sur la biodiversité ou à cause de l'engloutissement de terres fertiles. En Europe, les grands barrages ne sont plus possibles, car ils provoqueraient d'énormes résistances. Dans des pays moins démocratiques, comme la Chine, ou lorsque prime l'impératif du développement, ils ont encore de l'avenir», analyse Géraldine Pflieger. Ces grands chantiers permettent, selon elle, de mobiliser la population derrière un projet national, rôle joué par les grands barrages en Suisse. Le groupe helvétique ABB a d'ailleurs participé au chantier éthiopien mais il n'est aujourd'hui plus impliqué. ■

L'indépendantiste catalan Junqueras n'est plus eurodéputé

ESPAGNE Le chef du parti séparatiste catalan ERC, actuellement emprisonné, en avait appelé au président du Parlement européen pour qu'il proclame son immunité

AFP

Le Parlement européen a retiré sa qualité d'eurodéputé à l' élu indépendantiste catalan Oriol Junqueras, actuellement emprisonné en Espagne, suivant ainsi une décision de la justice espagnole, a annoncé vendredi le président du Parlement, David Sassoli. Le 3 janvier, la Commission électorale centrale espagnole avait retiré ce mandat, une décision confirmée jeudi par la Cour suprême à Madrid.

Vendredi, dans une lettre écrite en son nom par l'eurodéputée espagnole Diana Riba, le chef du parti séparatiste catalan ERC (gauche) en avait appelé à David Sassoli pour qu'il «ne déclare pas la vacance» de son siège et proclame son immunité. ■